

LE SÉNAT A VALIDÉ LE PROGRAMME DE SON GOUVERNEMENT

Les annonces de Tebboune

On en sait désormais un peu plus sur la session spéciale du baccalauréat décidée la semaine dernière par le Président de la République.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Cette session s'étalera du 13 au 17 du mois de juillet qui vient de commencer. Elle ne concernera que les candidats retardataires à la dernière session dudit examen comme déjà annoncé par le Premier ministre quand il avait annoncé cette décision présidentielle le 21 juin dernier à l'Assemblée populaire nationale. C'est ce qu'a annoncé, avant-hier, Abdelmadjid Tebboune lors d'une rencontre avec la presse à l'issue de l'adoption par les membres du Conseil de la nation d'une motion de soutien au plan d'action de son gouvernement au bout d'une journée et demie de débats.

Et pour rester dans les annonces, le Premier ministre en fera une autre qui fera plaisir aux citoyens auxquels la chance de se rendre aux Lieux Saints de l'islam pour le hadj, n'a jamais souri, en dépit de moult tentatives. C'est ainsi que, sur toujours décision présidentielle, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales annoncera prochainement, que 1 500 personnes ayant échoué une dizaine de fois dans les tirages au sort afférents à l'opération du hadj, se verront accorder cette année ce privilège au moment où 2 500 autres en bénéficieront l'année prochaine.

Le Premier ministre a également annoncé le pourvoi, tout prochainement, des postes de walis, quatre, laissés vacants par leurs précédents occupants, promus ministres dans le sillage de la formation du gouvernement post-élections législatives du 4 mai dernier. Il en sera de même pour

le poste de ministre du Tourisme et de l'Artisanat laissé sans titulaire suite au fameux épisode du ministre Messaoud Benagoune, qui y a été intronisé l'espace d'un week-end avant d'en être débarqué pour faille de confiance comme le soulignait le secrétaire général du RND, et néanmoins directeur de cabinet du président de la République, Ahmed Ouyahia. On ne sait pas si ce poste reviendra toujours au MPA (Mouvement populaire algérien) que préside Amara Benyoune comme convenu lors des concertations autour de la formation de l'actuel exécutif.

Tebboune s'est, par ailleurs, longuement, étalé lors de ses réponses aux membres du Conseil de la nation sur les réalisations concrétisées sous la direction «éclairée» du président de la République, comme pour répliquer aux voix qui en «doutent», estimant que «nous ne sommes pas dans une situation catastrophique» et que le pays «n'est plus en crise», une crise qui, a-t-il précisé, «n'existe pas réellement».

Il en a voulu pour preuves, la levée du gel qui touchait récemment certains projets comme ceux portant construction d'écoles primaires dans les wilayas du Sud et celles situées sur les zones frontalières, et ce, malgré la réduction des rentes financières ces trois dernières années de plus de 50%, ce qui n'a pas empêché, a-t-il poursuivi, le pays d'être toujours sur la voie du développement avec maintien des projets portant infrastructures



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

de base dans nombre de secteurs, santé, éducation, travaux publics et habitat, les fonctionnaires toujours payés, et à temps.

Ceci même s'il a concédé à reconnaître juste des «manques en ambitions», citant en exemple les projets de CHU et de chemins de fer gelés,...

Pour étayer davantage la bonne santé du pays, le Premier ministre s'appuiera sur les indices

de développement attribués par des organismes relevant de l'instance onusienne et autres «réalités têtues» comme il a souligné. Comme, a-t-il cité, l'espérance de vie qui a sensiblement augmenté, le taux de chômage de 10,8% de loin «meilleur que celui des pays du vieux continent», s'interrogeant sur le «pourquoi à vouloir, à chaque fois, nous comparer avec l'Allemagne», l'analphabétisme

qui a considérablement reculé puisqu'actuellement, il est de seulement 10% alors qu'il était de 90% au lendemain du recouvrement par le pays de son indépendance nationale.

Autre fierté relevée par Tebboune, celle des transferts d'eau qui font de l'Algérie le second pays au monde à en réaliser aux côtés du pays de l'oncle Sam.

Répondant à certaines voix qui estiment que le plan d'action de son gouvernement péchait par un manque, voire l'absence de mécanismes de mise en œuvre, de financement et d'échéanciers, Tebboune a répliqué en affirmant que les délais de mise en application de sa feuille de route «sont fixés», que les objectifs de son gouvernement sont clairs et précis» et que «l'argent pour appliquer ces programmes est disponible», faisant part, dans ce sillage, d'une batterie de mesures portant «baisse des dépenses», lutte contre la surfacturation, «réorientation des ressources, réforme du système fiscal».

Et d'insister que «ce n'est pas un problème de disponibilité, mais de priorités».

M. K.

SESSION SPÉCIALE DU BAC

Seules les dates sont connues

La session spéciale du bac pour les retardataires aura lieu du 13 au 18 juillet. Le dossier n'est pas encore finalisé puisque le ministère de l'Education doit aussi définir le nombre exact des candidats concernés et les centres de déroulement des épreuves. Selon les syndicats, cette session touchera 104 000 candidats entre les retardataires, les absents et ceux ayant abandonné.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Encore une fois, c'est le Premier ministre qui s'est chargé d'annoncer les dates de déroulement de la deuxième session du bac spéciale retardataires. Ce dernier a indiqué que la session spéciale se déroulera du 13 au 17 juillet. Or, le ministère de l'Education qui a posté l'information dans la soirée de jeudi sur les réseaux sociaux a donné la date du 13 au 18 juillet. Le département de Nouria Benghabrit a indiqué que c'est finalement la date du 13 au 18 juillet qui a été retenue. La journée du 14, soit le vendredi, sera une journée de repos. Cependant, le ministère de l'Education n'a pas encore défini le nombre exact des candidats concernés par cette deuxième session. A quelques jours du début des épreuves, ce département n'a pas aussi défini le nombre de centres d'examen et leurs lieux. Il doit aussi préparer les convocations des candidats et réquisitionner le personnel chargé de la surveillance et de l'encadrement.

Mercredi dernier, la ministre de l'Education a réuni les syndicats



Ils seront 70 000 candidats pour la deuxième session.

de son secteur pour recueillir leurs propositions.

Selon Meziane Meriane, coordinateur du Snapest, la ministre a reconnu qu'il est difficile de connaître qui sont les candidats retardataires et les candidats absents. Actuellement, on parle de 104 000 candidats qui sont concernés par cette session. Un nombre qui regroupe les absents, les retardataires et les candidats ayant décidé d'abandonner.

Lors de son bilan présenté à la fin des épreuves du baccalauréat, le ministère de l'Education a indiqué avoir enregistré 10 156 absences dont 1 815 retards parmi les candidats scolarisés et plus de 90 000 absences ont été enregistrées au sein des candidats libres. Toutefois, Meziane Meriane prévoit un nombre d'absents qui dépasserait les 70 000 lors de cette deuxième session. Selon lui, les absents de la première session vont aussi être les retardataires de cette session spéciale. Le bureau

national du syndicat, dit-il, va se réunir prochainement pour débattre de ce sujet. Même si, souligne-t-il, les enseignants n'auront pas le choix pour décider de leur participation ou pas lors de la surveillance. Selon lui, ils seront réquisitionnés.

Contrairement au Snapest, le CLA qui doit aussi réunir son bureau au cours de cette semaine, a déjà affiché sa position. Selon Idir Achour, le CLA ne participera pas à cette deuxième session. «La ministre de l'Education a réuni les syndicats mercredi pour demander nos propositions concernant le déroulement de la deuxième session, et le lendemain, le gouvernement annonce les dates de l'examen, ceci prouve que c'est une décision politique», estime le syndicaliste. Pour le moment, la ministre de l'Education ne s'est pas encore exprimée, depuis l'annonce du gouvernement d'organiser une session spéciale.

S. A.

CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES ENSEIGNANTSQuand les candidats
de français sont invités
à concourir en... arabe

Décidément, les responsables algériens, et à tous les niveaux, n'en finissent pas de nous surprendre. Ainsi, au niveau du ministère de l'Education nationale, et même avec la présence de l'une des plus engagées dans la réforme éducative, Nouria Benghabrit, la ministre sur laquelle tous les espoirs de voir le système éducatif algérien réformé et modernisé, et l'école prendre le train de la modernité, étaient mis. Mais les vieux réflexes et les décisions tordues au niveau de ce ministère ont encore de beaux jours devant eux.

Sinon comment expliquer que lors du concours de recrutement des enseignants qui a eu lieu ce jeudi, les candidats inscrits pour être de futurs enseignants de français au niveau du moyen et du lycée, se retrouvent à concourir durant cette journée, avec trois épreuves en arabe et une seule en français.

Trois épreuves sur quatre inscrites durant la journée, à savoir la langue arabe, les technologies de l'information et de la communication et la culture générale, sont toutes proposées aux candidats en arabe. Des candidats à qui, faut-il le souligner, l'on avait exigé le diplôme de master ou plus en lettres françaises s'il vous plaît.

C'est à peine si ces pauvres candidats ne se sont pas retrouvés avec un examen entièrement en arabe pour enseigner en... français. Une situation qui a mis nombre de candidats de français, que nous avons rencontrés durant la journée, dans un embarras et une gêne indescriptibles ; eux qui, durant tout leur cursus universitaire, ont étudié en français et qui sont appelés, s'ils sont reçus, à transmettre leur savoir exclusivement en français aux élèves. A quand la réforme des mentalités ?

Y. Y.